tchèque et allemande, l'établissement d'une Chambre de commerce dans l'Est de la Bohême, la revision du système électoral pour les chambres de commerce, la division de la Cour d'appel de Prague, les règles de la nomination des juges pour la première instance, la question de langues, l'emploi des langues dans l'administration communale, l'établissement des curies nationales et la réforme du système électoral (1).

Le Conseil supérieur de l'instruction publique était divisé en deux sections, tchèque et allemande ; chaque peuple pouvait ainsi régler à lui seul les questions concernant ses propres écoles. Les deux sections réunies avaient la compétence pour les affaires communes, à toutes les écoles en Bohême et pour l'établissement des écoles de minorité, qui, une fois établies, étaient attribuées à la section correspondante. Une école de minorité serait établie et entretenue aux frais du pays dans les communes qui compteraient quatre-vingts enfants d'une autre nationalité en âge de recevoir l'instruction et dont les pères seraient domiciliés dans la commune depuis trois ans et exigeraient pour leurs enfants l'enseignement dans la langue maternelle.

Le Conseil supérieur d'agriculture serait aussi divisé en deux sections, tchèque et allemande, qui se réuniraient aussi pour traiter les questions communes. Pour le reste, chaque section serait souveraine. Les circonscriptions judiciaires et administratives étaient modifiées de manière à grouper autant que

(1) A. Srb : *L'histoire politique du peuple tchèque*. — M. Menger : *De böhmische Ausgleich*.